

---

DEVIGNE (Matthieu), *L'École des années noires. Une histoire du primaire en temps de guerre*

Paris, Presses universitaires de France, 2018, 336 p.

Juliette Fontaine

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/5436>

DOI : 10.4000/histoire-education.5436

ISSN : 2102-5452

**Éditeur**

ENS Éditions

**Édition imprimée**

Date de publication : 30 juin 2020

Pagination : 161-164

ISSN : 0221-6280

**Référence électronique**

Juliette Fontaine, « DEVIGNE (Matthieu), *L'École des années noires. Une histoire du primaire en temps de guerre* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 153 | 2020, mis en ligne le 30 juin 2020, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/5436> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.5436>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

---

## DEVIGNE (Matthieu), *L'École des années noires. Une histoire du primaire en temps de guerre*

Paris, Presses universitaires de France, 2018, 336 p.

Juliette Fontaine

---

### RÉFÉRENCE

DEVIGNE (Matthieu), *L'École des années noires. Une histoire du primaire en temps de guerre*, Paris, Presses universitaires de France, 2018, 336 p.

- 1 Dans cet ouvrage issu de sa thèse de doctorat, Matthieu Devigne remet en cause la parenthèse de Vichy dans le domaine scolaire – et tout spécifiquement dans l'ordre primaire – en le réinscrivant dans son histoire propre, à partir de l'étude du personnel administratif faisant fonctionner l'école au quotidien. Contre des ouvrages déjà rédigés sur cette question donnant à voir l'école comme une institution sur laquelle s'est exercé le pouvoir de l'État français pendant quatre années, il s'inscrit à la suite des chercheurs qui mettent en avant les continuités de Vichy avec le régime républicain et particulièrement de ceux intéressés par l'autonomie de l'administration à l'égard du politique. Matthieu Devigne propose dès lors d'étudier le travail des acteurs scolaires confrontés à la situation de guerre et d'occupation, c'est-à-dire la période 1938-1948, allant des débuts de la prise en charge de cette problématique par l'administration jusqu'à la remise en marche « normale » de l'école après la Libération. Pour ce faire, l'auteur a dépouillé de très nombreuses archives académiques lui permettant de retrouver des correspondances ou des rapports d'inspecteurs généraux des écoles primaires élémentaires, d'inspecteurs d'académie et d'inspecteurs primaires. Il a également adressé un questionnaire à des instituteurs ayant exercé sous l'Occupation et réalisé des entretiens avec ces témoins directs de la période. L'ouvrage de Matthieu Devigne se compose ainsi d'un chapitre liminaire relatif au début de la guerre et de

l'État français (1938-1940), d'une première partie portant sur la période de Vichy (1940-1945) et d'une deuxième partie consacrée à la remise en marche de l'école républicaine (1945-1948).

- 2 Le chapitre liminaire décrit la manière dont l'institution scolaire est confrontée à la « drôle de guerre » : l'école doit notamment faire face à la mobilisation des instituteurs qui ne peuvent pas assurer la rentrée des classes de 1939 ainsi qu'à l'organisation de zones d'accueil destinées aux élèves scolarisés près de la ligne de front. Ce chapitre montre également qu'après la défaite et malgré l'instabilité ministérielle du gouvernement de Vichy, des mesures destinées à transformer l'école républicaine sont prises : les instituteurs sont sanctionnés, leurs écoles normales fermées, et, en 1941, les prêtres sont à nouveau autorisés à franchir les portes de l'école laïque pour y dispenser un enseignement religieux.
- 3 Dans la première partie de son ouvrage, Matthieu Devigne montre que, loin des préoccupations de transformations idéologiques de l'institution scolaire, les écoles endurent au quotidien la situation de guerre. Un premier chapitre témoigne du maintien de la vie scolaire en ces temps troublés. L'école est ainsi confrontée à l'occupation : les bâtiments sont réquisitionnés par les Allemands qui s'immiscent dans les affaires scolaires bien qu'ils n'y soient, en théorie, pas autorisés. Le personnel de l'éducation est également exposé à de pénibles conditions de travail entraînant une désertion des carrières enseignantes et ce, malgré la revalorisation de leurs traitements. Face au manque d'enseignants, le gouvernement embauche dès lors des personnels auxiliaires. Un second chapitre traite du quotidien scolaire « des temps nouveaux ». L'auteur y montre que les réformes élitistes de Jérôme Carcopino (celles instaurant une sélection plus précoce) sont mal saisies par les enseignants et peinent à s'organiser, tout comme les mesures d'éducation sportive (destinées à inculquer un mode de vie hygiéniste). Ces réformes sont entravées par les conditions matérielles difficiles qui mettent en danger la sécurité des enfants, sécurité que l'administration scolaire se donne pour tâche d'assurer en priorité : elle surveille ainsi la fréquentation des écoles, s'assure de la bonne marche des cantines scolaires ou incite encore les élèves à participer aux œuvres sociales (œuvres de solidarité, ramassage de denrées alimentaires ou de métaux). Un troisième chapitre témoigne de la manière dont l'école a protégé les enfants. Nous y apprenons que l'administration scolaire a mis en place des plans d'évacuation et pris en charge les élèves réfugiés des zones dévastées. Matthieu Devigne fournit à cet égard plusieurs exemples de replis dont une expérience réussie (celle des enfants de Basse-Normandie) et une évacuation plus laborieuse (celle des enfants marseillais). L'auteur rend également compte d'une solidarité instaurée entre les écoles des campagnes et celles des villes pour le ravitaillement alimentaire et met en évidence que les enfants juifs ont globalement été protégés par l'institution scolaire.
- 4 La deuxième partie de l'ouvrage porte sur le retour progressif de l'école républicaine après la Libération. Un premier chapitre relate le rétablissement de l'institution républicaine. Celui-ci passe par une épuration du personnel de l'Éducation nationale et une réintégration des enseignants condamnés par l'ancien régime. Dans le même temps, l'administration est réorganisée sous contrainte budgétaire : elle est émancipée de la tutelle préfectorale et les représentants enseignants peuvent à nouveau gérer leurs carrières. Le rétablissement de l'école républicaine passe également par une « reconquête pédagogique » : les programmes républicains diffusant des valeurs humanistes et démocratiques sont remis en place et la fréquentation scolaire est

encouragée. Cette réorganisation de l'école se fait concomitamment à sa convalescence qui fait l'objet du deuxième chapitre. En effet, l'école se remet de la guerre : elle compte ses morts et ses blessés (enseignants comme élèves), doit reconstruire ses nombreux bâtiments détruits ou mal entretenus (ce qui demande du temps) et prête une attention particulière à la santé et aux comportements des élèves (en encadrant particulièrement les enfants déficients ou délinquants et en organisant une inspection médicale). Le troisième chapitre porte enfin sur le modèle de l'école républicaine qui se diffuse après 1945. Contre un enseignement privé valorisé sous Vichy et malgré la fatigue des instituteurs d'avoir rétabli le fonctionnement normal de l'école (il y a une crise dans le recrutement du personnel au moment des concours), de nouvelles idées de l'institution scolaire fleurissent notamment au sein de la commission ministérielle d'études pour la réforme de l'enseignement instituée à partir de novembre 1944. Nous y apprenons que des discussions sont engagées autour de la secondarisation des maîtres et du rapprochement de deux ordres primaires et secondaires.

- 5 L'ouvrage de Matthieu Devigne est en définitive d'une grande richesse et son approche par les acteurs permet d'apporter un regard novateur sur l'institution scolaire sous Vichy. Il nous permet de constater à quel point, l'école a été – bien plus qu'une institution politique et idéologique – celle de la guerre et que ce sont les personnels administratifs et particulièrement les instituteurs qui ont permis de la faire tenir durant l'Occupation et de la remettre en marche après Vichy. L'ouvrage présente donc également le grand mérite de remettre en cause la parenthèse de Vichy et on peut, à cet égard, regretter que celle-ci n'ait pas été davantage déconstruite en amont de 1940. Étant donné le travail déjà réalisé, on ne peut cependant guère vraiment le lui reprocher.